

COMMUNIQUÉ

3 janvier 2026

Emmanuel Macron doit dénoncer l'agression États-unienne au Venezuela

L'APRÈS dénonce l'agression des États-Unis contre le Venezuela et soutient le peuple vénézuélien face aux bombardements.

La nuit dernière, l'administration Trump a franchi un nouveau cap dans son offensive militaire contre le régime et le peuple vénézuéliens : elle a bombardé différents sites stratégiques - à la fois militaires et civils - dans la capitale Caracas et d'autres villes côtières, et enlevé le président Nicolás Maduro et sa femme Cilia Flores.

Beaucoup d'éléments restent à éclaircir quant aux objectifs et à la portée de cette opération militaire, et le régime non démocratique de Caracas s'affiche toujours en place à travers ses autres hiérarques à la télévision.

À cette aune, L'APRÈS exprime sa solidarité pleine et entière aussi bien avec les familles des victimes civiles des frappes US qu'avec celles des opposants politiques croupissant dans les geôles du régime. Au demeurant, aucune issue démocratique à la crise politique et économique que subit le peuple vénézuélien depuis des années ne peut venir d'un tel acte de guerre impérial en violation totale du droit international, et qui ne fera que conforter les visées impériales similaires de la Russie en Ukraine et chez ses voisins. Le peuple vénézuélien, comme tous les peuples américains de l'Alaska à la Terre de Feu, doit rester maître de son avenir et sa souveraineté doit être défendue de même que son droit à changer de régime pacifiquement et par les urnes.

L'APRÈS dénonce le silence coupable de Macron et appelle les autorités françaises et européennes à se saisir des instances internationales, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU, pour que prime la volonté et la souveraineté démocratiques des Vénézuélien·nes. Elle soutient les mobilisations en solidarité avec les Vénézuélien·nes

